

**29 avril 1971, Québec**

**Allocution soulignant le premier anniversaire de l'élection du gouvernement**

Mes chers collègues, ministres et députés, Mes chers militants. Il y a environ un mois, à un dîner-bénéfice à Montréal, il y avait plusieurs milliers de militants, un record pour les diners-bénéfices du Parti Libéral du Québec. Ce soir, nous avons ici des milliers et des milliers de militants, un autre record pour une assemblée en dehors des campagnes électorales. C'est ça qui indique, mes chers amis, que le Parti Libéral du Québec est le parti le plus uni, le plus vigoureux et le plus confiant de tous les partis politiques du Québec. Vous en avez là des preuves tangibles.

Je voudrais, mes chers amis, remercier tous les organisateurs. On sait ce que ça représente, de travail et de préparation, durant des semaines et durant des mois, pour arriver à un tel succès. Je voudrais remercier les militants venus de toutes les régions du Québec pour assister à cet anniversaire, donnant ainsi un témoignage vibrant de confiance dans la direction du parti, dans le gouvernement, dans le Parti Libéral.

I would like to thank very warmly all our English speaking friends who are coming from all regions and to support the Party. We are a united and strong party, and one of the reasons of this strength is that we are a party open to all races, to all groups. We are the only party in Quebec which is opened to all groups. This is a sign of our strength. This is why we won the election last year.

Oui, il y a un an, un an et un jour, le Parti Libéral remportait l'une des plus grandes victoires de son histoire. On a essayé de diminuer l'impact de cette victoire par toutes sortes de calomnies, de médisances, de mensonges, de ballons, mais on n'a pas réussi à effacer dans l'esprit de la population la confiance qu'elle a dans le gouvernement. On poursuit encore ces calomnies et ces mensonges. Si la population nous a fait confiance, c'est qu'elle a cru, entre autres, en notre détermination, détermination de relancer l'économie. Lorsque nous avons pris le pouvoir, nous avons cette période de chômage aigu, l'un des plus élevé depuis une décade. Il y a eu un véritable virage du côté économique qui s'est exprimé d'abord par une plus grande efficacité administrative. Ce n'est pas facile de s'attaquer à des problèmes comme ceux de l'efficacité administrative. Ce n'est pas également les problèmes qui sont les plus populaires ou qui sont les plus flamboyants. Mais nous avons attaqué ce problème parce que nous étions convaincus qu'il n'y a pas un gouvernement qui puisse gouverner d'une façon saine et utiliser l'argent des contribuables qui ne réforme pas l'administration. C'est ce que nous avons fait avec la réforme de l'administration financière, avec le regroupement des ministères, avec la diminution des dépenses inutiles. Ce sont-là des gestes qui ont peut-être moins d'éclat que d'autres, mais, comme je vous le disais, qui sont absolument vitaux et nécessaires si nous voulons faire face à nos objectifs. Ce sont des mesures qui épargnent les délais, qui raccourcissent les délais, qui sauvent les fonds publics. Et nous avons fait tout cela en présentant à la population du Québec deux budgets sans taxes. Ca ne s'est pas fait souvent. Nous pourrions énoncer, et je le ferai brièvement, tout ce qui s'est fait par exemple dans

l'accroissement des investissements publics, dans la représentation auprès des autorités fédérales quant aux besoins du Québec, et ça a donné des résultats avec l'augmentation des sommes disponibles pour les sociétés d'État, comme SOQUEM, comme la SGF., comme l'augmentation des investissements de l'Hydro-Québec, comme les lois spéciales qu'on vous a montrées tantôt, comme les bills 20 et 21, comme les investissements étrangers. On critique les efforts du gouvernement et du Chef du gouvernement pour aller chercher des investissements étrangers. Mais on n'a pas d'alternative. On n'a pas d'autres solutions si nous voulons trouver ici les emplois nécessaires à tous ceux qui arrivent sur le marché du travail. Nous avons, déjà après un an, et dans des circonstances difficiles, commencé à donner et à faire récolter à la population du Québec les fruits de notre travail. Nous allons le poursuivre, ce travail, dans la direction de la relance économique parce que c'est là la véritable solution au problème québécois.

L'action du gouvernement n'est pas limitée au domaine économique. On a un nombre de lois dans le domaine social, dans le domaine municipal, dans le domaine éducatif, culturel, touristique, du travail, de l'agriculture, sans compter les mesures pour que le français devienne la langue de travail avec l'Office de la langue française. Sans compter ce que nous avons fait pour la réforme électorale. Les négociations avec tout le secteur public. Une centaine de lois qui ont été soit adoptées, soit déposées dans cette première année. Un travail considérable, et ceci en dépit de toutes les crises que vous savez, dont l'une a causé la mort d'un éminent parlementaire et ami, Pierre Laporte.

Oui, toutes ces réformes et ces mesures, ces cent lois, c'est un bilan dont on peut être fiers, nous les libéraux, un bilan qui se compare à celui de n'importe quel gouvernement, un bilan qui doit être pour nous une source de fierté et de confiance dans l'avenir du Québec. Nous avons donné aux relations fédérale-provinciale une nouvelle approche parce que nous croyons dans le système fédéral pour le Québec. Nous y croyons parce que déjà nous avons récolté des avantages sur le plan économique et financier. J'ai dit que nous n'aurions pas de querelles stériles. J'ai dit que nous ne chercherions pas à multiplier les querelles inutiles, ce que souhaitent les ennemis du régime. Ça ne veut pas dire que, quand c'est nécessaire de le faire, nous n'exprimons pas un désaccord avec le gouvernement fédéral. Je l'ai fait hier, alors que j'ai exprimé ma déception sur la mollesse et l'inconséquence du ministre fédéral de la Justice, notamment au F.L.Q. parce que nous pensions, nous, et nous croyons encore que ça doit être illégal le F.L.Q. Est-ce que nous n'avons pas eu, depuis sept ans, suffisamment de faits, de violence, de morts d'hommes, pour protester avec toute la force dont nous sommes capables contre cette organisation et donner aux autorités de la justice les pouvoirs nécessaires pour réprimer cette violence qui a fait tellement de torts aux Québécois.

Nous allons poursuivre nos efforts avec les mesures qui ont été annoncées qui, tout en étant insatisfaisantes pour le Québec, peuvent permettre de remédier, je l'espère, au moins en partie, au tort qui est déjà fait.

In a federal system, it's normal that two governments will not agree on all grounds. It is normal in a federal system that, in some cases, there will be disagreements, because otherwise why

should we have a federal system if two governments in a federal system always agree; why shouldn't we have one government?

C'est l'essence même du régime fédéral d'avoir parfois des divergences entre les deux niveaux de gouvernement puisque, autrement, s'il y avait accord total et complet sur tous les points, on n'aurait pas besoin de plusieurs gouvernements dans un régime fédéral. Nous avons l'intention de représenter les intérêts du Québec avec fermeté, avec vigueur, mais non pas avec le négativisme des précédents gouvernements.

Je n'ai pas l'intention de parler longtemps de nos adversaires politiques. Pourquoi perdre son temps à parler de l'Union Nationale? Ils sont en plein désarroi, ils sont divisés et subdivisés. Pourquoi parler du Crédit Social qui s'obstine à s'attacher à un traditionalisme désuet.

Pourquoi parler du Parti Québécois dont l'un des dirigeants disait, il y a quelques semaines, que le dernier congrès avait montré les signes d'épuisement intellectuel du parti. Mes chers amis, vous n'avez qu'à lire les déclarations de messieurs Parizeau, Bourgault pour vous rendre compte de l'état de ce parti. Quant au chef du Parti Québécois, et aux propos fielleux qu'il a tenus encore hier soir à mon endroit, je laisse la population juger le comportement de cet homme. D'ailleurs, les faits sont là. Hier, au Palais Montcalm, on a constaté l'échec lamentable de cette réunion anniversaire du Parti Québécois. Dans une salle, à peine quelques centaines, trois ou quatre cents personnes, ont répondu à l'invitation de leur chef René Lévesque. Eh bien voilà, René Lévesque, la réponse de la population à la calomnie et au dépit que vous avez manifesté depuis l'élection. Quand on voit ce que la violence verbale a fait dans les récents mois, quand on voit ce que la violence verbale fait, et qu'elle a des prolongements dans les actes, il y a une responsabilité pour les chefs de file de mesurer leurs paroles et la portée de leurs paroles.

Mes chers amis, vous avez vu ce soir, dans les premiers comptes rendus, un bilan. Nous avons donné au Québec un nouveau style d'administration. C'est vrai que les questions économiques se prêtent mal aux discours flamboyants. Mais c'est précisément parce que ce style d'hier nous paraissait mal adapté au Québec d'aujourd'hui que nous avons voulu rompre avec ce modèle désuet de relations entre gouvernants et gouvernés. C'est pourquoi nous avons répété souvent, ici et plus récemment en Europe, que sans prospérité, un peuple a peut-être un passé mais pas d'avenir! Qu'advierait-il de notre culture, à laquelle je suis attaché au même titre que tous les Québécois, fiers de leur langue, de leur originalité d'être. S'il fallait que des conditions économiques défavorables nous empêchent de participer aux fruits de la prospérité, le Québec est probablement la première société du monde qui n'a pas les moyens d'être pauvre. Nos frontières ouvertes sur le géant américain nous font ressentir immédiatement et brutalement tout écart significatif des niveaux de vie dans la croissance et la prospérité. Ceci a des avantages, mais ça comporte aussi des risques. Le petit nombre que nous sommes ne résistera pas pendant longtemps à l'attrait des hauts niveaux de vie et des emplois bien rémunérés si nous ne réussissons pas collectivement à améliorer de façon sensible la situation économique du Québec. Inutilisés ou sous-employés, les talents québécois, formés avec de grands sacrifices dans nos institutions d'enseignement, se

tourneront tôt ou tard vers le Sud et leur compétence pourra être mise à profit. Voilà donc pourquoi nous poursuivons cette lutte. Voilà donc pourquoi nous accordons tellement d'importance au développement considérable de la Baie James.

On vous a montré tantôt l'essor économique que ceci pouvait comporter pour le Québec. Nous l'avions pressenti cet essor puisque l'un des premiers gestes administratifs qui ont été faits a été la formation d'un comité interministériel. Depuis quelques mois, on a multiplié les rencontres, les négociations, les discussions. Je prenais connaissance à midi d'une lettre datée d'hier et que m'a fait parvenir le Président de l'Hydro-Québec. Dans cette lettre, il est dit: [« L'Hydro-Québec, se basant sur différentes études, recommande au Gouvernement du Québec que le projet de développement des ressources hydro-électriques de la Baie James soit entrepris sans délai. »] Voilà la recommandation de l'Hydro-Québec. L'Hydro-Québec prend ainsi position sur ce projet de quelque 5 à 6 milliards de dollars et recommande également la formation d'une société ou d'une corporation d'État où le gouvernement serait participant, et où l'Hydro-Québec serait également participant et où le public pourrait également participer de telle manière que l'ensemble des Québécois soient en mesure de contribuer à ce tournant et à ce grand essor économique.

Mes chers amis, tout ce que je puis vous dire, à la suite de cette lettre du Président de l'Hydro-Québec, c'est que le gouvernement est d'accord avec cette recommandation, et je le dis avec confiance, avec fierté comme Québécois. Je n'ai pas à revenir sur les détails qu'on vous a donnés tantôt, montrant que des centaines de millions pourraient être dépensés et vont être dépensés, que ce soit pour des turbines, des alternateurs, des transformateurs, l'appareillage électrique, le ciment, l'acier de charpente. Qu'est-ce que ça veut dire, mes chers amis? Ça veut dire que toutes les régions du Québec vont profiter de cette relance économique, non seulement le Nord et le Nord-Ouest, mais toutes les régions du Québec qui vont pouvoir tirer profit de cet immense développement. Et lorsque nous parlions il y a un an de développement régional, nous avions à l'esprit des projets comme ceux-là, qui ont des retombées économiques dans toute la province. Projet sans précédent dans l'histoire économique du Québec. Un point tournant dans notre histoire. Le développement de la Baie James, c'est la clef du progrès économique du Québec, et parce que c'est la clef du progrès économique du Québec, c'est la clef également du progrès social et de sa stabilité politique.

En un mot, c'est la clef de l'avenir du Québec. J'ai parlé combien de fois du cercle vicieux dans lequel nous étions au Québec. Cercle vicieux sur le plan économique parce qu'avec beaucoup de chômeurs, ça coûte cher d'assistance sociale. Il y a donc moins d'argent dans le budget pour le développement économique.

En conséquence, il y a plus de chômeurs qui coûtent plus cher d'assistance sociale, donc moins d'investissements. C'est ce cercle vicieux là qu'on va être capable de briser avec la Baie James.

C'est également une réponse à l'inquiétude et à l'angoisse de milliers de jeunes. La jeunesse nous a fait confiance.

J'ai répondu en donnant au Québec le plus jeune Cabinet de son histoire. Nous savons bien qu'il y a des milliers de jeunes actuellement qui sont inquiets de leur avenir. Il y a des milliers de jeunes au Québec qui veulent rester et travailler au Québec. Je veux, moi, comme chef du gouvernement québécois, je veux qu'ils restent et qu'ils travaillent au Québec. Ils vont rester, et ils vont travailler, au Québec avec des projets comme la Baie James. Nous nous rendons bien compte de l'importance de ce projet. Nous nous rendons compte que ce grand projet collectif est peut-être là moins dans les discours et les rêves que dans les efforts concrets visant à libérer le sol québécois de ses inépuisables ressources énergétiques. Lorsqu'on songe au Québec aux immenses richesses de son sol et de son sous-sol, je ne puis envisager l'avenir qu'avec confiance et espoir. Il ne sera pas dit que nous vivrons pauvrement sur une terre aussi riche, en Amérique, chez-nous. Beaucoup reste à entreprendre.

Le développement du potentiel hydro-électrique de la Baie James, c'est le symbole même d'un Québec au travail, de la volonté de progrès de ses citoyens, de son espoir de sortir d'une situation d'infériorité économique qui freine son élan et entrave sa course. Il faudra, bien sûr, du courage, de la patience et des efforts pour tirer du Québec le maximum de ses ressources et de sa puissance.

Dans cette tâche, le gouvernement a un rôle indispensable et il a l'intention d'assumer dès aujourd'hui toutes ses responsabilités. Mes chers amis, nous avons dit l'an dernier que nous allions gouverner ensemble. Depuis un an, cette solidarité et cette unité dans le Parti Libéral du Québec a été réconfortante et encourageante pour le chef du Parti. Les députés, les ministres, les militants, je veux tous les remercier, le plus sincèrement et le plus chaleureusement possible, de cet appui indéfectible qu'ils m'ont accordé depuis un an. Je tiens à souligner, alors que nous voyons au Québec et ailleurs des signes de division dans la plupart des partis, je tiens à souligner cette solidarité et cette unité qui nous permettent à nous tous de surmonter ce grand défi québécois. Nous pouvons regarder l'avenir avec confiance et fierté. Tous les groupes du Québec le peuvent maintenant, après cette expérience d'un an qui a démontré par les faits des résultats concrets. Nous pouvons envisager cet avenir avec confiance et fierté. Plus que jamais l'avenir du Québec est avec le Parti Libéral du Québec!